

L'Europe ne doit pas être « seulement un marché géré par des technocrates », affirme José Borrell

MADRID

de notre correspondante

Il arrive en coup de vent, la démarche sportive, le cheveu encore mouillé, s'excusant presque d'avoir dérobé une heure à la fourmaise madrilène et à l'enfer de son propre emploi du temps, pour aller jouer au tennis, dans la fraîcheur de la banlieue résidentielle où il a élu domicile. Qu'importe ! Il mettra les bouchées doubles après. Car José Borrell est un homme pressé : d'ici deux ans, au plus tard, il a des élections à remporter, un parti - le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) - à « pacifier » et un pays tout entier à gagner. Et d'entrée de jeu, on comprend en quoi consiste « l'effet Borrell », cet appel d'air frais justement, venu à la surprise générale, aux primaires socialistes du 25 avril, secouer un PSOE mal remis de sa défaite devant les conservateurs aux élections de 1996 ainsi que du départ, au printemps, de celui qui en fut le « père » tout-puissant, Felipe Gonzalez.

Le 25 avril, on pensait que le secrétaire général du parti, Joaquín Almunia, appuyé par la direction, allait devenir le candidat du PSOE aux prochaines élections, mais les militants en ont décidé autrement : José Borrell, ex-ministre et unique « outsider », s'est trouvé catapulté sur le devant de la scène, le jour même de ses cinquante et un ans. « J'en ai été le premier surpris, dit-il avec son sourire réservé. Je parlais battu, mais je pensais qu'il fallait oxygéner un peu la démocratie du parti et changer la façon de faire de la politique. » De fait, le PSOE singulièrement gris ces derniers mois, reprenait la parole, et affichait dans les sondages une solide santé face à un pouvoir conservateur qui avait oublié qu'il pouvait avoir une opposition. C'était l'« effet Borrell ».

L'« effet », on le connaît, mais José Borrell ? Orateur passionné, parfois même agressif, il n'y a pas dans la vie plus discret et réservé ; populaire sans être populiste, il réussit - lui qui occupa des postes aussi populaires que ceux de secrétaire d'Etat aux finances ou au budget - à soulever l'enthousiasme. Catalan s'affichant « non nationaliste, mais espagnol sans complexe, européen et internationaliste », José Borrell est allé expliquer jusque dans ce cœur de l'Espagne qu'est la Castille « sa

souffrance d'enfant catalan à qui on interdisait de parler sa langue ». En même temps aussi que « l'Espagne est sortie mal cuite du four de l'histoire, à quoi bon revenir en arrière ? Notre pays est une nation de nations, nous devons conjuguer nos différences dans un équilibre commun ». Et ce en toute liberté, car lui « la bête noire » du « catalaniste » Jordi Pujol, le petit roi de la généralité de Catalogne, « ne reconnaît à personne le droit d'établir qui est bon ou mauvais catalan ».

En résumé, qui est José Borrell ? « C'est, dit-il lui-même, ni Blair, ni Jospin, mais Borrell : c'est-à-dire quelqu'un qui croit que le marché est un levier nécessaire pour dynamiser la production, mais ne doit pas se convertir en architecte social, et qui surtout se fait l'avocat d'une certaine sociale-responsabilité de nos sociétés ». Comment y parvient-on ? La réponse est sans appel : « En faisant à nouveau de la politique, ce qui revient à réaffirmer les valeurs qui en sont la matière première. » Et il s'insurge, lui qui « se refuse à donner dans la politique stérile des "petites phrases" exigée par notre démocratie médiatisée » : « Quand M. Blair dit : "l'important n'est pas d'être de gauche ou de droite, mais de faire les choses bien", je considère que c'est de la régression démocratique, de la technique politique. Je sais que les valeurs aussi sont construites sur des intérêts, la droite administre

ces intérêts, mais la gauche ne peut s'en contenter. »

Dans la pratique, cela veut dire un « parler-vrai » poussé jusqu'à un certain entêtement de la vérité. Car il faut une bonne dose d'assurance ou d'inconscience pour s'attaquer, comme il le fait, au bastion même du succès de l'équipe Aznar, cette arithmétique

du déficit public et de la sécurité sociale », quitte à « hypothéquer l'avenir ». Notamment celui des retraites et de l'éducation nationale.

L'histoire, on le sait, n'aime pas les porteurs de mauvaises nouvelles. Alors, n'a-t-il pas peur d'une réaction de rejet ? En mai déjà, lors du débat sur l'état de la

« Ni Blair ni Jospin, [je suis] quelqu'un qui croit que le marché est un levier nécessaire pour dynamiser la production, mais qu'il ne doit pas se convertir en architecte social, [quelqu'un] qui se fait surtout l'avocat d'une certaine sociale-responsabilité de nos sociétés »

tion économique qui a porté l'Espagne dans le goupe de tête de l'Euro et explique - comme aime à dire le président du gouvernement - que « l'Espagne va bien ». Mais pour José Borrell, « Répéter "l'Espagne va bien", c'est un somnifère qui, renforcé par la conjoncture économique favorable et le bon état de la macro-économie, occulte les vrais problèmes. » Il affirme que le gouvernement Aznar a fait feu de tout bois pour arranger les comptes et « masquer l'état réel

et perdu un peu pied face à l'hostilité bruyante des bancs conservateurs. Il avait accusé le coup face à un Aznar rassurant. Mais, rétorque-t-il, « je refuse de cajoler les électeurs en leur occultant la vérité, je préfère miser sur l'intelligence de la société. Quand M. Aznar annonce une baisse de l'impôt sur le revenu, les gens sont contents, qui ne le serait ? Mais ils doivent savoir aussi que cela se traduira par moins de services publics et plus d'impôts indirects. Sa-

Une carrière à dominante économique

MADRID

de notre correspondante

Josep « José » Borrell Fontelles est né en 1947 à Puebla de Segur, en Catalogne, dans la province de Lleida, dans une famille plutôt modeste. Ses parents tenaient une petite boulangerie artisanale. Après son baccalauréat, il entre en 1964 à l'Ecole des ingénieurs industriels de Barcelone, avant d'aller étudier à Madrid, l'aéronautique à l'université polytechnique et les sciences économiques à l'université Complutense.

Le temps d'un séjour en Israël (1969), où il travailla dans un kibboutz, il gagnait Paris en 1970, avec une bourse d'études de la fondation March, et il étudiait l'économie de l'énergie à l'Insti-

tut français du pétrole. Une autre bourse, de la fondation Fulbright, lui assurera entre 1973 et 1975 ses études à Stanford, en Californie, où il obtient un master en mathématiques appliquées.

De retour à Madrid en 1975, José Borrell travaille à la Compagnie espagnole des pétroles (Cepsa), où il dirige le département des systèmes informatiques. Tout en donnant des cours à l'université, il obtiendra un doctorat en sciences économiques, puis une chaire d'analyses économiques à l'université Complutense.

Sa carrière politique commence dès 1975, où il s'inscrit au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et fonde avec Luis Solana et Luis Carlos Croissier, le re-

groupement socialiste Madrid-Nord. En 1979, aux premières élections municipales démocratiques, il est élu conseiller de mairie à Majadahonda, banlieue résidentielle de Madrid, où il réside. Il devient ensuite député provincial.

LA VICTOIRE DU « SOLITAIRE »

Lorsqu'en 1982 le PSOE gagne les élections générales, mené par Felipe Gonzalez, José Borrell devient secrétaire général du budget et des dépenses publiques. De février 1984 à mars 1991, il sera secrétaire d'Etat aux finances ; puis, en mars 1991 ministre des travaux publics, des transports et de l'environnement. Député de Barcelone depuis 1986, José Borrell, plusieurs fois membre de la

voir que tout se paye : c'est cela la lucidité sociale dont nous avons besoin pour aller de l'avant. Lorsque j'étais au gouvernement, les impôts ont beaucoup augmenté, mais on a également inauguré le plus grand kilométrage d'autoroutes ». C'est cela aussi José Borrell : vingt ans de gestion publique qui le font ergoter sur des détails mais aller toujours au fond des choses. Peut-être en alliant, comme il le dit lui-même, « moi qui ai eu la chance de boire à ces deux cultures, le rationalisme français au pragmatisme anglosaxon ».

Le tout à l'espagnole évidemment. Ce qui sous-entend d'abord donner de nouvelles bases à ce PSOE « qu'il trouve trop tribal et pas assez plural », lui le solitaire, le fils du boulanger qui s'est toujours battu en dehors des « clans », à force de bourses et de persévérance pour faire les meilleurs études, ou plus tard pour arriver au sommet. Ce qui lui vaut aujourd'hui, avant même d'affronter M. Aznar, de danser avec les loups des vieilles baronies de son propre parti, puisque avec sagesse il a refusé le congrès extraordinaire qui aurait « réglé les comptes », mais était trop dangereux pour l'image du PSOE. L'avenir, contre un Aznar « qui joue au centre après avoir unifié toute la droite et l'extrême droite », il ne le voit pas « dans une guerre de tranchées socialiste », mais nécessairement dans une « gauche

plurielle ». De difficiles discussions sont en cours avec Izquierda Unida, mais il mise surtout sur « cet électorat désenchanté et intuitivement de gauche qui a déserté les formations politiques », auquel il compte proposer « non un pacte électoral, mais un projet de société qui transcende les frontières des partis ».

Des exemples ? Sur les 35 heures : José Borrell estime que « l'initiative peut être bénéfique, mais qu'il ne faut pas l'imposer par décret, plutôt par une négociation collective, avec la médiation des pouvoirs publics ». Sur l'Europe, un dossier qui le passionne, il déplore qu'avec les conservateurs l'Espagne ne soit plus un « protagoniste ». Il voudrait que « l'Europe ne soit pas seulement un marché géré par des technocrates, ou une simple façon de faire cohabiter des Etats, mais un lien solidaire, avec une monnaie unique qui ne serait qu'un instrument au service d'un projet politique ». C'est pourquoi la vision de M. Aznar, « qui a repris les thèses de M^{me} Thatcher », tout comme le « nouvel euroscepticisme » ou encore l'attitude française et allemande qui « dérivent d'une renationalisation de l'Europe » le préoccupent.

Quant au terrorisme, il mise sur « un dialogue responsable et renforcé des démocrates ». Il se lance dans une violente diatribe contre « l'attitude sans scrupule adoptée par le Parti populaire de M. Aznar, lorsqu'il était à l'opposition, qui a exploité la lutte contre le terrorisme à des fins partisans ». Pense-t-il à cet égard que le procès actuel des GAL est politique ? « Le procès non, mais dans l'instruction, il est évident qu'il y a eu une multitude d'interférences politiques, notamment à ce qu'il paraît du plus grand conspirateur de la vie politique espagnole qu'est le vice-président du gouvernement, Francisco Alvarez Cascos ». Et Felipe Gonzalez ? « Non, il y a eu des erreurs sans doute, mais je ne crois pas que son gouvernement ait jamais pu ordonner quelque chose comme les GAL. » « Vous savez, ajoute-t-il encore, la société espagnole nous a moins sanctionné aux dernières élections pour la lutte contre le terrorisme que pour la corruption. » Et il s'échappe, toujours en courant, car un vote crucial l'attend au Parlement.

M.-C. D.

M.-C. D.